

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 18 JUIN 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par SPEI/AA

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 1992 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 avril 2017 imposant des prescriptions complémentaires à la société GRAVCO pour son établissement situé lieux-dits "Plambois" et "Champ Vallet" à COLOMBIER-SAUGNIEU ;

VU le rapport du 27 mars 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 27 mars 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une visite d'inspection de la société GRAVCO a été réalisée pour vérifier le respect des dispositions de surveillance du site prises à l'issue de la cessation d'activité de l'établissement de COLOMBIER-SAUGNIEU ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'attestation de constitution des garanties financières associées aux mesures de surveillances du site ;

CONSIDERANT également que l'exploitant n'a pas transmis de dossier de servitude d'utilité publique ;

CONSIDERANT donc que l'exploitant ne respecte pas les dispositions prévues aux articles 12.2 et 13 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2017 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société GRAVCO, lieux-dits "Plambois" et "Champ Vallet" à COLOMBIER-SAUGNIEU, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 12.2 et 13 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2017 susvisé.

A cet effet, l'exploitant devra dans un délai de 2 mois :

- transmettre une attestation de constitution des garanties financières d'un montant de 509 679 Euros TTC pour la période 2016-2018,
- communiquer un dossier de servitude d'utilité publique au droit des anciens casiers de stockage de déchets.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de COLOMBIER-SAUGNIEU,
- à l'exploitant.

Lyon, le 19 8 JUIN 2018

Le Préfet,

Sous-préfet, chargé de mission

Michaël CHEVRIER